SALON DU LIVRE 2009

Un rendez-vous sous tension

Le rendez-vous culturel de la 4e édition du Salon du livre (Sila 2009), prévu le 17 octobre prochain, s'annonce sous le signe de la tension. Les relations entre le Syndicat national des éditeurs de livres (Snel) et le comité d'organisation ne sont pas sous de bons auspices.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le Syndicat national des éditeurs du livre, d'habitude associés à cet événement, conteste sa mise à l'écart.

A l'origine de cette situation, le «blocage de gestion» que pratique, selon les propos des membres du syndicat, le président du commissariat du Salon du livre. Ce dernier, après avoir quitter son poste de président du Snel, après un retrait de confiance, se voit rehausser par le ministère de la Culture à la tête de l'organisation du Salon.

Une décision que le Snel ne conteste pas. Mais ce qu'il désavoue, c'est le choix du commissaire d'organisation du Salon de ne pas associer le syndicat à cet événement culturel.

«Jusqu'à aujourd'hui, nous ne savons rien de ce qui va se passer, le commissariat du Salon ne veut avoir aucun contact avec nous», regrette le nouveau président du Snel, M. Faycel Houma. «Nous avons écrit à l'organisateur pour nous donner une surface supplémentaire de 54 mètres carrés, mais il ne veut pas nous accorder plus de 12 mètres carrés, pour un syndicat qui regroupe près de 102 maisons d'édition», explique le conférencier.

D'après le Snel, cette conduite vise à pousser le syndicat à boycotter le Salon du livre. Un objectif que le syndicat ne compte pas satisfaire, puisque selon les intervenants, «il n'est pas question de boycotter le Salon». Pour régler ce litige, le syndicat a demandé de rencontrer la ministre de tutelle, qui n'a pas donné suite à leur doléance.

Pour rappel, Smaïl Meziane, ancien président du Snel et actuel président du commissariat d'organisation du Sila, a fait l'objet d'un retrait de confiance par son syndicat suite à son comportement lors du Panaf 2009.

Ce dernier, qui est également propriétaire d'une maison d'édition, a préféré privilégier sa maison d'édition lors de cet évènement, en éditant et imprimant 70 % des 250 titres prévus pour le Panaf par sa propre maison d'édition.

S. A.

LES SYNDICATS DU LIVRE CONTESTENT LA LFC 2009

Une pénurie s'annonce !

Le bureau du Syndicat national des éditeurs de livre (Snel) et celui du Syndicat professionnel du livre (SPL) rejoignent les contestataires du crédit documentaire.

Les deux syndicats estiment que les nouvelles mesures prévues par la loi de finances complémentaire, notamment l'article 69 relatif au crédit documentaire, vont entraîner des retards considérables qui vont «hypothéquer très sérieusement la rentrée universitaire et le bon déroulement du 14e Sila. Dans une lettre ouverte adressée au président de la République, ces syndicats mettent en garde contre une éventuelle pénurie de livre et de presse dans les mois qui viennent puisque l'encre et le papier sont soumis à la même réglementation. Une pénurie, ajoutent-ils, qui va engendrer forcément une augmentation des prix et la naissance d'une spirale inflationniste, sans compter qu'une grande partie de l'industrie du livre risque de mettre la clé sous le paillasson.

«Les banques nous exigent la totalité des fonds pour régler nos importations de livres et de presse spécialisée, une mesure qui ne servira que les intérêts des éditeurs étrangers, puisqu'il s'agit, à travers ce mode de paiement au comptant de pré-financer nos partenaires», concluent les syndicats.

S. A.

EEPAD

Des travailleurs inquiets de leur avenir

Les 500 travailleurs de l'opérateur de services Internet Eepad «se disent inquiets» quant à l'avenir de leur entreprise à la suite du différend qui l'oppose à l'opérateur Algérie Télécom.

Dans un communiqué rendu public, les employés de l'Eepad font observer qu'«en procédant à la coupure de son réseau Internet, Algérie télécom pénalise les 40 000 clients (dont 1 200 entreprises et 2 000 cybercafés), otages de ce litige et pour qui Internet est un outil indispensable».

Les travailleurs craignent la suppression de leurs poste et évoquent ce malaise en soulignant qu'il touchera les familles de plus de 500 travailleurs dont près de 200 ingénieurs et techniciens issus de l'école algérienne.

«Si cette situation venait à perdurer, nous estimons que ce serait l'avenir de l'Internet qui serait hypothéqué», est-il mentionné dans le communiqué.

Pour l'instant, le collectif des travailleurs s'abstient de se prononcer sur des solutions. Toutefois, ils font appel «à toutes les parties concernées à œuvrer afin de préserver cette entreprise qui emploie plus de 500 travailleurs».

Un provider qui a joué un rôle important dans la démocratisation et le développement de l'Internet en Algérie et qui se prépare à participer activement au développement des services à valeur ajoutée nécessaire à la construction de la société de la connaissance.

Synthèse : W. Z.

EDWARD KENNEDY

Une amitié avortée avec l'Algérie

Par Khaldi Adnane

Je me rappelle de ce mois de septembre 1966 lors de la visite du sénateur Edward Kennedy dit Ted avec sa femme Joan à l'hôpital de Béni-Messous pour l'inauguration du service d'ophtalmologie portant le nom de son frère président (assassiné en 1963) JFK.

Tout avait commencé une année auparavant quand l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger prit attache avec mon père alors directeur de l'hôpital, pour l'informer que la famille Kennedy était intéressée pour d'aider la jeune République algérienne dans le domaine médical au nom de l'amitié que son frère défunt portait à la Révolution algérienne.

Mon père qui avait dans son programme la mise en place de services pluridisciplinaires, parmi les premiers dans le pays, fut tout de suite emballé par cette idée et pour sa concrétisation, demanda l'autorisation à son ministre de tutelle de l'époque et néanmoins ami (du temps du PPA et du MTLD), le professeur Tidjani Haddam. Ce dernier, un grand homme et sûrement l'un des meilleurs ministres de la Santé qu'a connu l'Algérie avec le docteur Nekkache, le premier ministre de la Santé post-indépendance, l'encouragea tout en lui demandant de temporiser, le temps d'avoir le quitus du président de la République, le regretté H. Boumediene, puisque tout ce qui provenait des USA était sensible et devait avoir l'aval du président lui-même. Suite à l'accord des autorités politiques du pays, le directeur de l'hôpital de Béni-Messous, M. Khaldi Mohamed eut alors une rencontre avec le professeur Hofman, spécialiste en cardiologie, ami de la famille Kennedy, un des responsables de la politique de Santé aux Etats-Unis et qui se déplaça spécialement en Algérie pour la réalisation du projet.

Le choix s'est porté sur la création d'un service d'ophtalmologie avec toute la technologie de pointe existante à l'époque aux USA. De même que l'envoi de spécialistes américains en traumatologie, en chirurgie, en orthopédie et en cardiologie, ainsi que des anesthésistes et des infirmières en soins médicaux et soins intensifs.

Le responsable américain a tout pris en charge sur le plan financier, en collaboration avec l'ambassade américaine. Le matériel médical le plus performant de l'époque atterrit à l'hôpital Béni-Messous en provenance des USA avec deux blocs chirurgicaux en prime. (En 1966, cela était considérable pour un pays qui venait d'être indépendant et qui manquait cruellement de spécialistes).

Le personnel médical américain était payé par le gouvernement US ainsi que leur hébergement. (Dans des appartements loués à des particuliers dans le Grand-Alger.

C'est ainsi qu'au début de l'an 1966 «débarquèrent» une quarantaine de personnes en provenance des USA avec un équipement colossal et des Cadillac (de grosses berlines américaines) avec chauffeurs. En remerciement, la décision fut prise de baptiser le service d'ophtalmologie au nom de JFK et son frère Ted Kennedy officiellement invité à son inauguration. Et c'est ainsi qu'au mois de septembre 1966, Ted et sa femme Joan sont venus inaugurer le service baptisé JFK.

Photo : DR

Khaldi Mohamed en compagnie du sénateur E. Kennedy dit Ted et sa femme Joan.

Cette visite a permis aussi à Ted d'aider financièrement à la construction de la place qui porte aujourd'hui le nom de Kennedy à El-Biar. Certains disent même qu'il a aidé à la construction de la mosquée jouxtant cette place.

Les différents services accueillaient des malades de toutes les villes d'Algérie avec un succès extraordinaire. Le bouche à oreille fonctionnait à une vitesse vertigineuse. Tous les malades voulaient être pris en charge par les médecins US. Les jeunes «internistes» algériens de l'époque (aujourd'hui devenus d'éminents professeurs) ont beaucoup appris au contact de ces spécialistes.

Au service d'ophtalmologie, il y a eu même des opticiens où le malade repartait après correction de sa vue avec la monture et les verres en provenance des USA. Mais la politique prend toujours le dessus sur l'humanitaire.

Ainsi, après la guerre des 6 jours, les Américains ont failli être expulsés mais le regretté Tidjani Haddam s'était opposé à une telle décision. Le service a continué à fonctionner jusqu'au départ de Tidjani Haddam du ministère de la Santé puisque, juste après, (octobre 1970), les Américains ont été priés de quitter le pays pour des considérations politiques (conflit du Proche-Orient). A leur départ, l'Algérie n'avait dépensé aucun centime à leur profit. Ils furent remplacés par des médecins nord-coréens au début de l'année 1971.Je me rappellerai toujours, moi jeune enfant, du premier geste des médecins nord-coréens au premier jour de leur venue à l'hôpital, la distribution de pin's à l'effigie de Kim Il Sung et du livre rouge à sa gloire et la réaction d'un malade hospitalisé : «Ce n'est pas ça qui va me guérir.»

A la différence de leurs prédécesseurs qui avaient toute une logistique à leur service et quand quelque chose venait à manquer, il prenait attache avec l'ambassade qui ramenait le matériel en rupture de stock dans les 72 heures. Pour les Nord-Coréens, il fallait tout leur ramener pour l'exercice de leur fonction, ce qui devenait au fil du temps intenable puisque beaucoup de matériel médical était inexistant en Algérie...

Le directeur de l'hôpital fut muté dans une autre structure et dans la foulée, le service fut débaptisé pour prendre le nom d'Errazi alors qu'on pouvait donner ce nom à d'autres services qui n'avaient encore même pas de nom.

La famille Kennedy fut extrêmement peinée, ainsi que tout le personnel diplomatique US en fonction en Algérie... Quel gâchis et quelle opportunité perdue pour des relations fortes avec le clan Kennedy et dont Ted allait devenir un des membres les plus influents au Sénat américain.

Ce fut une occasion perdue mais ce n'était pas la dernière... pour le malheur du peuple algérien.

K. A.